

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1231

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ARRONDISSEMENTS ÉLECTORAUX VAUDOIS

Quelle cuisine?

Le système électoral vaudois et sa réforme stimule les imaginations. Après les 2 articles parus dans DP 1229 et 1230, nous publions ici une contribution qui s'efforce de concilier représentation régionale et arrondissement unique. Mais c'est au prix de deux modes de scrutin et de deux catégories de députés, ce qui est source de distorsion.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
Lorette Coen (lc)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Jérôme Meizoz
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Anni Stroumza,
Christian Ogay,
Dominique Von Burg
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Françoise Gavillet
Secrétariat: Murielle Gay-
Crosier Marciano
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

Cuisine électorale inventive ou plats réchauffés? La recette finale de tout système électoral s'apprête inmanquablement à la sauce des partis majoritaires. N'empêche que les brigades des partis vaudois concoctent, plus à gauche qu'à droite, des formules allégées pour le Grand Conseil. A l'heure de tant de révisions déchirantes, malgré l'excellence de quelques

... a quatre ans. D'autre part, parce qu'à terme elle pourrait avoir des conséquences politiques importantes. Ce qui s'est produit lors de toutes ces dernières votations fédérales s'est confirmé: l'aile blochérienne est devenue majoritaire à l'UDC. Même dans le canton de Berne, fanfaronne Blocher, les Zimmerli et autres Rychen – adversaires du repli – ne représentent plus qu'eux-mêmes.

Première question: quelles sont les intentions de Blocher? L'UDC, toujours plus anti-gouvernementale, va-t-elle rester dans la coalition? La manière suisse de résoudre la question serait de propulser Blocher au Conseil fédéral. Mais le veut-il? Et le peut-il, barré qu'il est maintenant par la présence d'un autre Zurichois au gouvernement?

Deuxième question: Blocher n'est-il pas déjà, avec l'UDC et l'ASIN, à la tête d'un mouvement plus vaste qu'un parti politique classique? N'est-on pas en train d'assister à la naissance d'un mouvement à vocation profondément antigouvernementale, qui rassemblerait tous les adversaires de la politique d'ouverture prônée par le Conseil fédéral et – avec plus ou moins de courage – par le PS, le PRD et le PDC?

La première conséquence pourrait en être l'éclatement de la formule magique – mais pas de la manière dont l'envisagent les radicaux zurichois. La position d'Adolf Ogi, dont la faiblesse est déjà apparue lors de la nouvelle répartition des départements, va devenir encore plus intenable. S'il démissionnait aujourd'hui, quel serait le profil du candidat de l'UDC blochérienne? Ce profil serait-il acceptable pour les autres partis gouvernementaux?

Pour la première fois depuis l'intégration des socialistes au gouvernement, une force politique fondamentalement oppositionnelle est peut-être en train de naître. Ce qui à moyen terme pourrait modifier profondément la politique suisse. Plus en tout cas qu'une formule «monocolore» à la genevoise, dont les électeurs viennent pratiquement de sonner le glas. ■

Dominique von Burg
Journaliste TSR

bons produits (pas seulement du terroir), le rapport qualité (du travail)/coût (des prestations) des députés paraît bel et bien à la baisse.

Comment améliorer la carte? On a d'abord tenté de définir 4, 5 ou 6 grands arrondissements électoraux qui remplaceraient les 30 actuels. Puis, l'idée est venue de tripatouiller le découpage Despland en réduisant ces 30 arrondissements à 21. Blocages. De toute manière, tâche difficile.

Premier obstacle: dans tous les cas de figure, la commune de Lausanne forme un arrondissement en elle-même, le plus important de tous; or, il est impératif de décrocher le chef-lieu du reste du canton.

Second obstacle: les organisations administratives actuelles – Economie, Ecoles, Justice, Santé, Affaires sociales et dix autres domaines moins représentatifs – ne se recouvrent pas régionalement; pour l'instant, la notion de région (notion d'avenir) demeure à géométrie variable alors que celle du district semble encore tenir le coup.

Représentativité des partis

Le moyen d'éliminer ces obstacles est bien la création d'un seul arrondissement électoral cantonal. Tous les partis pourraient s'exprimer sur l'ensemble du territoire. Par le système proportionnel, en découlerait une vision enfin juste des forces respectives des partis au parlement.

L'arrondissement électoral unique règle la question de l'égalité de traitement entre les partis. Mais il risque fort de laisser sans députés des zones entières, probablement celles qui se sentent de plus en plus tenues à l'écart par les déséquilibres croissants à l'intérieur du canton.

Pour remédier à cette objection majeure: la fixation d'un quota d'un élu au moins pour chacun des 30 arrondissements actuels, qui représentent encore (mais ça se discute) une assez bonne découpe du territoire. (Ne nous méprenons pas trop sur la personnalité du père du système actuel, l'ancien conseiller d'Etat Gabriel Despland: tacticien partisan redoutable, qui a exclu depuis 30 ans 30 députés de base de l'évolution démographique pour prolonger le règne de sa majorité, mais aussi fin connaisseur de la géographie cantonale).

L'élu de ce qui deviendrait une circonscription serait le candidat ayant obtenu le plus de suffrages au décompte des seuls votants de sa circonscription. (On pourrait personnaliser ces mini-scrutins avec un système à la britannique de la majorité relative à un tour; un côté plus compétitif que les citoyens ne négligeraient